

sait très bien continuer sa politique avec d'autres moyens pendant la guerre. La capitulation du 28 mai devait gagner les soldats. L'appel à la « reprise du travail » rallierait les entrepreneurs anxieux de justifier leur « collaboration économique ». Le mariage rallierait les Flamands. La déportation de 1944 réaliserait autour du Roi « l'union de la Résistance ». La noblesse et le haut clergé étaient gagnés d'avance. Cela ne valait-il pas la peine d'être tenté ?

Mais il ne suffit pas que les intérêts de classe se reflètent dans la personne royale, il faut encore que la personne royale soit de taille à représenter les intérêts de classe. Comme tous ses prédécesseurs, Leopold III représente une image fidèle des classes possédantes de son temps. Autoritaire, mais sans décision; intrigant, mais sans diplomatie; intéressé, mais sans génie d'affaire; cultivé, mais sans talents personnels; populaire, mais aimé de personne, il reflète dans sa personne l'obstination d'une classe décadente à défendre ses privilèges sociaux condamnés par l'histoire. Sortant volontiers des cadres « constitutionnels », plus perspicace que les représentants parlementaires de la bourgeoisie, il a su, depuis 1936, par de brutales interventions dans la politique intérieure et extérieure, éviter plusieurs crises de régime. Essayant de louver entre les deux camps impérialistes, il a su procurer d'excellentes affaires à la bourgeoisie. Le bilan se solde jusqu'ici plus avantageusement que la banque de Bruxelles n'aurait pu l'espérer. Léopold III semblait vraiment l'homme qu'il fallait à la bourgeoisie.

### L'Enjeu de Classe de la Lutte et la Monarchie

Le conflit entre les léopoldistes et les anti-léopoldistes était le conflit entre les couches les plus conscientes de la bourgeoisie et le prolétariat. Comme la bourgeoisie est essentiellement monarchiste, le prolétariat, tant wallon que flamand, est profondément républicain. Les deux camps cherchaient des alliés dans le camp de la petite-bourgeoisie. C'est au nom de « l'alliance avec les classes moyennes » que les réformistes et les staliniens justifient leur misérable capitulation devant la monarchie. En réalité, les classes moyennes wallonnes, force politique séculaire du parti libéral, avaient déjà rompu elles-mêmes avec la monarchie. Leur rupture avec le parti libéral, désespérément attaché à la royauté, leur évolution vers les partis ouvriers, étaient à l'ordre du jour. Mais il eût fallu pour cela que le PSB et le PC lancent franchement le mot-d'ordre de République. Repoussant brutalement la petite-bourgeoisie qui s'avance vers eux, réformistes et staliniens concluent au contraire, par dessus la tête des ouvriers et petits-bourgeois républicains, un accord pourri avec le parti libéral sur la base... du maintien de la monarchie. Ainsi, le terrain est tout préparé pour le « mouvement national wallon », qui, quelles que soient ses formes « démocratiques » actuelles, pourrait bien devenir demain une force réactionnaire de premier ordre dans le pays.

La bourgeoisie a très bien saisi le caractère de classe et l'enjeu véritable de la lutte. « Pas de crise royale, mais une crise de régime » écrit « La Libre Belgique ». « Il s'agit au fond de savoir si la Belgique ira par une voie détournée vers le communisme, ou si elle constituera un pôle de stabilité en Europe occidentale », écrit le New York Herald Tribune (17-6-1945). Cela signifie: la bourgeoisie poursuit dans la question royale tous ses

objectifs de classe. Seuls, les réformistes et les staliniens essayent de tout ramener à une querelle constitutionnelle. Refusant de poser le problème sous un aspect DE CLASSE, ils lient les mains au prolétariat, paralysent sa volonté de lutte et préparent sa démoralisation.

« L'émotion » de Van Acker devant le parlement et le « respect » de Julien Lahaut devant la monarchie proviennent en réalité exactement de la même source que l'agitation « néo-fasciste ». Dans un pays divisé par la question des nationalités, profondément ébranlé dans ses assises sociales, coupés de ses ressources économiques « traditionnelles », la monarchie apparaît comme un élément éminent de stabilisation politique. S'étant placés délibérément sur le terrain de la défense de l'état bourgeois, réformistes et staliniens doivent tirer la conclusion logique de leur politique. Effrayés par les dangers révolutionnaires, même latents, au même titre que Nothomb et Dorlodot, Lahaut et Van Acker ne voient qu'une alternative à la monarchie: « la guerre civile ».

Mais quand un banquier-ouvrier averti sent la faillite approcher, il prend soin de mettre sa propriété sur le nom de sa femme. Plus fins encore sont ceux qui exécutent la même opération avant de commencer leur entreprise hasardeuse. Plus fin que ses collègues catholiques, plus renseigné surtout sur le véritable état d'esprit qui régnait dans la classe ouvrière, Van Acker a compris en juillet que la « prolongation » de l'attente risquerait de déclencher l'action des masses. Pour sauver la maison, on change au moment opportun l'enseigne « Léopold » pour l'enseigne « Charles-Baudouin ». Avec des moyens différents, Van Acker s'est montré un serviteur aussi zélé et plus perspicace de la bourgeoisie que les politiciens bourgeois.

### A qui la Parole ?

Le roi, ayant fait connaître sa décision de remonter sur le trône, Van Acker, parfaitement d'accord avec Lalmand-Martens, proclame la « démission » du gouvernement. Il lance la menace de ne plus assurer l'ordre. Mais s'il veut agir, pourquoi laisse-t-il échapper délibérément le pouvoir? Ce pouvoir serait-il, comme le disaient les trotskystes, uniquement un pouvoir fictif, du moment qu'il n'entreprend le moindre pas, si timide soit-il, à l'encontre des intérêts de la bourgeoisie? Van Acker n'est-il pas « le chef » du gouvernement? Lalmand ne « contrôle-t-il pas » le ravitaillement du pays? Rongvaux ne peut-il pas « arrêter tous les trains »? Le compare Mundeleer ne peut-il pas « mobiliser » l'armée? Pourquoi tant de paroles? N'a-t-on pas les « leviers de commande » de l'Etat pour empêcher le retour du roi? Faut-il supposer que ces messieurs ne voulaient pas empêcher ce retour? Ou faut-il plutôt conclure que ce « contrôle » des « leviers de commande » n'est qu'une tromperie, qu'en définitive ce n'est ni Van Acker, ni Lalmand, ni même Mundeleer qui commandent dans l'Etat, mais bien les fonctionnaires supérieurs, les actionnaires de la Banque Nationale, les généraux de l'armée, les membres du Comité Central industriel?

L'Etat, c'est, d'après Engels, un « groupe d'hommes armés ». La bourgeoisie tient solidement son armée et sa gendarmerie. Mais il se fait que le camarade Martens, ministre communiste de la Santé publique, a signé le décret désarmant les ouvriers organisés dans l'armée des partisans!

La bourgeoisie, au début, avait espéré mettre

les masses devant le fait accompli. Réformistes et staliniens étaient destinés à payer les premiers les frais de l'opération. Coincés entre la provocation bourgeoise et la peur devant la riposte des masses, ils se décident, la mort dans l'âme, d'utiliser le chantage à la grève générale. Si le Roi revient, on n'assurera même plus l'ordre! Terrible menace!

Mais l'intervention de leurs « amis » libéraux suffit rapidement pour transformer à nouveau les conciliateurs en « champions de la tranquillité ». Van Acker se reprend 48 heures plus tard. « Ne plus assurer l'ordre? Qui pouvait y penser? » Il s'agissait seulement de taquiner ces gros bourgeois effrayés! Et la classe ouvrière continue à tolérer de pareils dirigeants!

La bourgeoisie savait très bien que le chantage des réformistes et des staliniens à la grève générale était sans fondement sérieux. Les conciliateurs n'agiraient pas. Mais même l'âne le plus obstiné est forcé d'avancer si de robustes poings le poussent en avant. Ce que la bourgeoisie craignait, ce n'est pas la grève des conciliateurs, c'est la grève des masses. En maniant le chantage à la grève générale, les conciliateurs risquaient d'allumer malgré eux un immense incendie. La bourgeoisie reculait devant ce danger. Le coup de force se voyait la route barrée par les préparatifs de grève générale; mais la grève générale, à son tour, serait contrecarrée par l'indécision des dirigeants.

Les ouvriers avaient voulu agir immédiatement, spontanément. A peine les premières informations relatives à la décision du roi étaient-elles arrivées au pays, que les premières manifestations se déclenchèrent. Les ouvriers les plus avancés déclenchèrent la grève dès qu'on parla à la FGTB d'arrêter le travail. Mais le prestige des syndicats staliniens et réformistes était encore suffisamment grand pour faire cesser la grève. Lorsque la reprise de travail s'avéra complète, réformistes et staliniens purent hausser le ton devant la bourgeoisie. « Vous voyez que vous avez encore besoin de nous! » Mais en même temps, ils étaient fortement inquiets par la volonté de lutte des masses. Représentants « traditionnels » de la bourgeoisie et du prolétariat trouverent ainsi un terrain d'entente dans la bataille parlementaire. Les ouvriers avaient voulu décider la question à la rue. De la rue les conciliateurs se sauvèrent à toute allure dans les parages protecteurs de la « zone neutre ».

### Retour de Leopold III ou Abdication ? Non. Guerre civile ou Apaisement !

(manchette du « Peuple » 30/6/45).

Pousser les représentants des partis ouvriers hors du gouvernement, après leur avoir fait désarmer politiquement la classe ouvrière; préparer une dictature royale en gouvernant en dehors du parlement et en maniant le plébiscite; démoraliser le prolétariat et lui imposer ainsi tous les frais de la « reconstruction » du pays, c'est-à-dire réoutiller l'industrie en abaissant son standard de vie, — tels étaient les objectifs de la bourgeoisie en mettant brusquement sur le tapis la question royale. Cela s'appelle préparer une guerre civile contre le prolétariat. Toute lutte de classe n'est d'ailleurs qu'une forme atténuée de la guerre civile, comme toute guerre civile constitue une éruption violente de lutte de classe.

Mais réformistes et staliniens sont mortellement effrayés par l'idée de combattre l'adversaire avec ses propres armes. Ils repous-

sent avec horreur l'accusation de préparer eux aussi une guerre civile. La responsabilité en retombe entièrement « sur la réaction ». Du moins faut-il en profiter pour mobiliser les masses contre ces préparatifs de guerre civile anti-ouvrière? Pas du tout. Il faut « apaiser ».

La bourgeoisie trame ses complots, organise ouvertement ses bandes armées, distribue des armes à ses organisations de choc et exécute des attentats. Les conciliateurs eux, promettent solennellement de ne pas s'armer. La bourgeoisie pousse le roi à prendre l'initiative; les conciliateurs laissent pendant deux mois l'initiative au roi. La bourgeoisie mobilise toutes ses forces, de l'AS et du MNR jusqu'aux enfants des patronages, les conciliateurs défendent à leurs forces de descendre dans la rue. La bourgeoisie pose, en même temps que la question royale, tous les problèmes brûlants de l'heure; les conciliateurs s'obstinent à ne lier aucun problème vital à celui de « l'abdication ». La bourgeoisie cherche ses alliés à Buckingham Palace; les conciliateurs prennent bien garde de ne pas appeler au secours les travaillistes ou les syndicats britanniques. En un mot, la bourgeoisie fait tout pour préparer sa victoire, les conciliateurs ne sont actifs que pour organiser la défaite.

Pour excuser leur politique capitulaire, réformistes et staliniens invoquent le « fair play » constitutionnel et la « légalité à tout prix ». La légalité qui est une légalité *bourgeoise* constitue elle-même, dans un certain sens, une arme de guerre civile contre le prolétariat. Mais, datant d'il y a un siècle, elle correspond aux rapports de force entre les classes qui existaient à ce moment. Entre-temps ces rapports de force ont définitivement changé aux dépens de la bourgeoisie. Sa propre légalité est devenue une arme bien désuète dont elle se débarrasse sans remords, le cas échéant. Vidée de son contenu de classe, la « constitution » devient elle-même une coquille sans noix. S'adresser à l'Etat pour qu'il intervienne contre la montée du fascisme signifie demander à un valet qu'il punisse le fils préféré de son patron. La doctrine de l'apaisement n'a pu mener jusqu'ici ses faux prophètes qu'en prison ou en émigration.

### La Peur devant les Masses paralyse Van Acker

Il serait cependant erroné de supposer que la politique des réformistes et des staliniens est déterminée par de simples « erreurs tactiques ». C'est la peur des masses, c'est la peur que leur action ne conduise, Dieu nous en préserve! à une véritable révolution, qui est la source des hésitations et des tergiversations de Van Acker.

En effet, contre la guerre civile que prépare la bourgeoisie, le prolétariat est prêt à déclencher lui aussi, « sa » guerre civile. Lorsque les masses commencent à faire justice elles-mêmes en pourchassant et en arrêtant les fascistes rentrés d'Allemagne (mai); lorsque les ouvriers, passant outre les décrets de Van Acker, organisent des grèves pour défendre leurs droits syndicaux (juin); lorsque les travailleurs de Charleroi, sans tenir compte des admonestations de leurs dirigeants, sortent à la rue dans une manifestation grandiose de 10.000 personnes, reprennent le mot-d'ordre « trotskyste » de République, libèrent des militants arrêtés (juillet), lorsque les métallurgistes posent ouvertement la question: « Qui doit gérer l'entreprise, le patron, ou nous? » (grève de la métallurgie liégeoise